

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 26 februari 2003.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden het Energiebeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 4320

[2004/203301]

17 JUN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les modifications aux statuts de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, modifié par les décrets du 8 février 1996, du 2 février 1999 et du 27 novembre 2003;

Vu les statuts de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et ses modifications apportées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 mars 1996 et 4 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Considérant que, le 5 mars 2004, le conseil d'administration a proposé des modifications statutaires;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 13 mai 2004;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de l'Equipelement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les modifications aux statuts de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures ratifiées par l'assemblée générale du 28 mai 2004 et dont le texte figure en annexe.

Art. 2. Le Ministre du Budget, de l'Equipelement et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2004.

Namur, le 17 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre du Budget, de l'Equipelement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Annexe

MODIFICATIONS ET COORDINATION DES STATUTS

Article 1^{er}. La Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, en abrégé, la Sofico, est une personne morale de droit public.

La dénomination abrégée peut être utilisée isolément.

Son siège social est établi à Liège à l'adresse fixée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut établir des sièges administratifs ou d'exploitation partout en Belgique où il l'estime nécessaire.

OBJET

Art. 2. La société a pour objet de réaliser la mission qui lui est impartie par l'article 2 du décret du 10 mars 1994, tel que modifié par les décrets subséquents.

L'entretien des infrastructures consiste à assurer la conservation, la viabilité et le bon état de celles-ci.

L'exploitation des infrastructures consiste à les mettre et à les maintenir à la disposition des usagers.

La société peut agir en son nom et pour le compte de la Région wallonne en tant que commissionnaire pour l'exécution d'aménagements et d'équipements déterminés par le Gouvernement wallon.

La société accomplit ses missions dans le respect des priorités et les orientations définies dans le contrat de gestion qu'elle conclut avec le Gouvernement wallon.

Elle peut notamment :

1° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile, dans le respect des règles relatives aux marchés publics de travaux de fournitures et de services;

2° effectuer toutes les opérations financières dans le cadre de la réalisation de son objet social, ce qui comprend le droit de contracter et souscrire des emprunts.

§ 2. La garantie de la Région envers les tiers est accordée à la société aux conditions que le Gouvernement détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la société et aux emprunts à contracter.

Au cas où le produit des opérations ne permettrait pas le remboursement des obligations ou emprunts ainsi que le remboursement intégral des paiements y afférents, la Région fournit à la société les sommes pour parfaire la différence.

DUREE

Art. 3. La société est constituée sans limitation de durée. Elle ne pourra être dissoute que par un décret qui règlera le mode et les conditions de la liquidation.

CAPITAL ET TITRES DE CAPITAL

Art. 4. § 1^{er}. Le capital social se décompose de la manière suivante :

1^o les titres de capital de la catégorie A1, titres incessibles et nominatifs représentatifs d'apports en nature effectués par la Région. Le montant du capital de catégorie A1 est illimité. La valeur de chaque apport en nature est fixée selon les règles prévues à l'article 602 du Code des sociétés. Le capital de la catégorie A1 est divisé en titres de 12.394,68 euros;

2^o les titres de capital de la catégorie A2, pour un montant de 320.320.563,41 euros, titres nominatifs intégralement souscrits par la Région et incessibles. Le capital de la catégorie A2 est divisé en 25.843 titres de 12.394,68 euros;

3^o les titres de capital nominatifs représentatifs de la catégorie B, pour un montant de 6.817.071,93 euros, souscrits et intégralement libérés à concurrence de 4.090.243,16 euros par la Région et de 2.726.828,78 euros par les personnes habilitées par le Gouvernement. Ces titres de capital ne sont cessibles que moyennant l'accord du Gouvernement et à des personnes autorisées par lui. Le capital de la catégorie B est divisé en 550 titres de 12.394,68 euros.

§ 2. La souscription du capital est actée par arrêté du Gouvernement.

Les augmentations de capital sont décidées par le Gouvernement sur proposition du conseil d'administration.

En cas d'augmentation du capital B, les actions à émettre seront offertes par préférence aux titulaires de titres de capital B, proportionnellement à leur participation au capital.

§ 3. Au cas où un des titulaires de titres de la catégorie B, autre que la Région, souhaiterait revendre ses actions après l'expiration d'un délai de cinq ans, celles-ci seront offertes par priorité aux autres actionnaires au prorata de leur participation dans le capital; à défaut d'exercice de ce droit d'option, la Région s'y substituera.

Le prix de revente des titres de capital est égal à leur prix de souscription.

§ 4. Les titulaires de titres de capital ne sont pas tenus au-delà de leur participation à ce capital.

§ 4bis. La société a émis 47.911 parts bénéficiaires toutes attribuées à la Région en contrepartie de la plus-value enregistrée sur les actifs antérieurement apportés par la Région et nécessaires à la réalisation de l'objet social. Ces parts sont nominatives et incessibles. Elles ne confèrent pas de droit de vote mais uniquement un droit aux dividendes comme stipulé à l'article 16

ADMINISTRATION

Art. 5. § 1^{er}. La société est administrée par un conseil comprenant quinze membres nommés par le Gouvernement et révoqués par lui. Onze au moins représentent la Région, quatre au plus sont désignés sur proposition des autres titulaires des titres de catégorie B. Tous les administrateurs siègent en tant que représentants des titulaires de catégorie B.

Le mandat d'administrateur est de cinq ans. Il est renouvelable mais prend fin de plein droit à l'âge de 65 ans.

En cas de vacance, en cours de mandat, d'une fonction d'administrateur consécutive, notamment à un décès ou une démission ou survenance d'une incompatibilité, le Gouvernement y pourvoit sur proposition, s'il échet, du titulaire de titres qui avait présenté l'administrateur dont le poste est vacant. L'administrateur désigné achève le mandat de celui qu'il remplace ou siège durant la période d'incompatibilité.

Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration ainsi que l'administrateur délégué parmi les administrateurs représentant la Région et le vice-président parmi les autres administrateurs.

Le conseil d'administration peut inviter à tout ou partie d'une ou plusieurs séances des experts siégeant avec voix consultative.

Le vice-président remplace le président en cas d'absence de ce dernier.

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Il exerce la surveillance du comité de direction. Dans ce cadre, l'administrateur délégué est chargé de faire rapport à chaque conseil d'administration de l'activité du comité de direction. Il peut obtenir du comité de direction tout renseignement et information, se faire produire tout document, interroger tout membre du comité de direction ou du personnel : il peut recourir aux services d'experts. Tout administrateur peut évoquer tout point à l'ordre du jour du comité.

§ 2. Le conseil d'administration peut, en outre, déléguer des pouvoirs spéciaux à des personnes choisies en son sein ou en dehors.

Ces délégations et pouvoirs sont toujours révocables.

Les émoluments éventuels attachés à l'exercice de la fonction d'administrateur et des délégations spéciales, de même que les modalités de remboursement de ces frais sont fixés par le Gouvernement.

Art. 6. § 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou du vice-président chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou que deux administrateurs le requièrent.

La convocation est faite par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit, elle contient l'ordre du jour, la date, l'heure, le lieu de la réunion et les documents relatifs à l'ordre du jour, elle est envoyée cinq jours au moins avant la date de la réunion.

En cas d'extrême urgence appréciée par le président après consultation de l'administrateur délégué, les convocations doivent parvenir, au plus tard, la veille du jour fixé pour la séance.

Le conseil ne peut délibérer ni statuer valablement que si la majorité des membres est présente ou représentée.

Toutefois, un conseil, tenu au moins quinze jours après une réunion n'ayant pas obtenu le quorum requis, délibérera valablement quel que soit le nombre d'administrateurs présents, pour autant qu'il soit justifié que les convocations à la seconde réunion aient été faites par lettre recommandée ou ordinaire, mais avec accusé de réception par le destinataire en personne.

Chaque administrateur empêché peut, même par simple lettre, télécopie ou courriel déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un membre du conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage la voix du président est prépondérante. Toutefois, les décisions par lesquelles le conseil d'administration se prononce sur le contrat de gestion et ses modifications sont adoptées à la majorité de 80 % des voix exprimées.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des administrateurs. Il est obligatoire lorsque le conseil d'administration délibère sur des questions de personnes.

Tout administrateur ayant un intérêt patrimonial distinct de la société lors d'une décision en informe ses collègues, ne peut prendre part aux votes et quitte la réunion lorsque le point est abordé.

§ 2. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité, au moins, des membres présents. Ces procès-verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial tenu au siège social, les procurations y sont annexées. Les extraits des procès-verbaux sont signés par deux des administrateurs.

Tous les actes qui engagent la société, autres que ceux de la gestion journalière, et tous pouvoirs et procurations sont signés conjointement par le président du conseil d'administration et un administrateur ou par deux administrateurs.

Les actes de gestion journalière sont revêtus de la signature de l'administrateur délégué et de celle du président.

Le conseil d'administration peut préciser, par un règlement d'ordre intérieur, les modalités selon lesquelles il exerce ses attributions.

Art. 7. L'administrateur délégué exécute la politique générale définie par le conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués. Il assume également la gestion journalière de la société.

Notamment, il :

- exécute les décisions du conseil d'administration et du comité de direction;
- instruit les dossiers à leur soumettre;
- répond à toutes les demandes d'information des organes de gestion;
- tient les organes de gestion régulièrement au courant du fonctionnement de la société;

- prépare le projet de programmation financière des travaux, à arrêter par le conseil d'administration conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 6, du décret du 10 mars 1994, inséré par le décret du 27 novembre 2003. En fonction de la spécificité des décisions à prendre, il peut s'adjoindre l'un ou l'autre des administrateurs et consulte, s'il échet, les services de l'administration régionale.

Art. 8. Le président et l'administrateur délégué sont chargés des relations avec les partenaires financiers, les organes de contrôle et de tutelle. Dans ce cadre, ils :

- présentent au Gouvernement le rapport annuel visé à l'article 15;
- répondent à toutes les demandes d'information des organes de contrôle et de tutelle;
- assurent la perception des recettes visées à l'article 11 du décret du 10 mars 1994, tel que modifié par le décret du 2 février 1999.

Le président informe le Gouvernement wallon des enjeux et conséquences de toute décision stratégique.

Art. 8 bis. § 1^{er} Il est institué un comité de direction, composé comme suit :

- 1° le président du conseil d'administration;
- 2° l'administrateur délégué;
- 3° deux autres administrateurs désignés à cette fin;
- 4° les commissaires du Gouvernement, siégeant avec voix consultative.

Le comité de direction est présidé par le président du conseil d'administration ; en cas d'absence ce dernier est remplacé par l'administrateur doyen d'âge. Le comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

Le comité peut inviter à tout ou partie d'une ou plusieurs de ses séances des experts siégeant avec voix consultative.

§ 2. Le comité de direction se réunit avant chaque réunion du conseil d'administration, sauf en cas d'extrême urgence, appréciée par l'administrateur délégué et le président du conseil d'administration. Il peut en outre être convoqué par ceux-ci chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Le comité de direction est chargé de préparer les dossiers destinés au conseil d'administration sur la base des dossiers fournis par l'administrateur délégué.

§ 3. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer au comité de Direction certaines tâches dont il définit annuellement les limites, notamment :

- la passation de transactions immobilières s'inscrivant dans un programme préétabli;
- le mode de passation des marchés, leur attribution et leur suivi;
- les décisions de nature commerciale qu'il y a lieu d'entourer d'une confidentialité particulière, spécialement en matière de télécommunications et qui doivent s'inscrire dans les orientations définies par le conseil d'administration.

Ne peuvent toutefois être déléguées les décisions qui, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires sont du ressort du Gouvernement wallon ou du Ministre compétent.

Dans ces cas, le comité se prononce à la majorité simple des voix. En cas de parité des voix, la décision est renvoyée à la compétence du conseil d'administration.

L'administrateur délégué fera rapport à chaque conseil d'administration sur les décisions et avis adoptés par le comité de direction.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Art. 9. La société bénéficie de l'assistance technique des services du Gouvernement qui agissent sous leur responsabilité propre.

Le comité de direction peut être assisté d'un comité de coordination technique. Il en détermine la composition, l'objet et le règlement d'ordre intérieur.

Ce comité de coordination comprendra en tous cas, le secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement, les directeurs généraux des Routes, des Voies hydrauliques, des Services Techniques et des Technologies nouvelles ainsi que le président de l'Agence wallonne des télécommunications et un représentant de l'Inspection des finances accrédité par la Région wallonne.

Le Comité de direction peut inviter au Comité de coordination d'autres experts pour jouer le rôle d'expert prévu à l'article 8 bis, § 1^{er} 4^e alinéa des statuts.

PERSONNEL

Art. 10. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement met à la disposition des membres du personnel de ses services dont le profil correspond aux fonctions à pourvoir, par application des règles relatives aux missions.

La société peut également engager du personnel contractuel afin :

- 1^o de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2^o d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance et une expérience de haute qualification;
- 3^o d'accomplir des tâches auxiliaires et spécifiques;
- 4^o de pourvoir à l'exécution des tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, pertinentes pour les tâches à exécuter.

RESSOURCES

Art. 11 § 1^{er}. Les recettes de la société sont constituées :

1^o de toutes les recettes propres générées par l'activité de la société, notamment les recettes résultant des dispositions de l'article 8bis du décret du 10 mars 1994, tel que modifié par le décret du 2 février 1999;

2^o du produit des opérations financières visées à l'article 3 du même décret;

§ 2. La société perçoit des recettes en contrepartie de l'octroi d'accéder aux voies de communication qu'elle a financées et aux ouvrages d'art qui s'y rattachent, et du droit de les utiliser.

Le montant des recettes visées au § 2, alinéa 1^{er}, est déterminé par le conseil d'administration de la société en fonction de tout critère de nature économique établi selon la nature des infrastructures confiées à la société, notamment la densité du trafic, la catégorie du moyen de transport utilisé et la distance parcourue. Cette décision est soumise à l'approbation du Gouvernement wallon.

Celui-ci peut décider que les droits précités sont perçus sous la forme de péages à charge de la Région pour compte des utilisateurs. Dans ce cas, les modalités de perception des péages sont déterminées par une convention conclue entre le Gouvernement et la société.

ASSEMBLEE GENERALE

Art. 12. L'assemblée générale compose la totalité des titulaires de titres de la catégorie B.

Elle se réunit chaque année, entre le 1^{er} mars et le 30 avril, pour approuver les comptes annuels. Elle se réunit, en outre, dès lors qu'il y a lieu de modifier les statuts.

Elle est convoquée par le président du conseil d'administration au moins 15 (quinze) jours d'avance par lettre recommandée.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Chaque titre de capital B donne droit à une voix.

Les titulaires de titres peuvent se faire représenter par un porteur de procuration.

Les décisions sont prises à la majorité des trois quarts des voix émises.

Les décisions relatives aux modifications statutaires n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par arrêté du Gouvernement.

TUTELLE

Art. 13. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par lui.

Un commissaire est désigné sur proposition du Ministre du Budget, un second sur proposition du Ministre des Travaux publics.

Les commissaires du Gouvernement veillent au respect de la réglementation en vigueur, du contrat de gestion et de l'intérêt général et régional.

Ils participent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Ils peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la réglementation et au contrat de gestion et au respect de l'intérêt régional et de l'intérêt général.

Ce délai court à partir du jour de la réunion durant laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires y aient été régulièrement convoqués, ou à partir du jour où ils en ont eu connaissance.

Le recours est suspensif.

Si dans un délai d'un mois du recours, le Gouvernement ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. Les commissaires peuvent à tout moment, prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société.

Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Ils peuvent faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect du décret portant création de la société, de ses statuts, des obligations incombant aux administrateurs publics de par leur statut, du décret relatif au contrat de gestion ou du contrat de gestion.

Ils peuvent obtenir du comité de direction tout renseignement et information, se faire produire tout document, interroger tout membre du comité de direction ou du personnel.

Ils peuvent recourir aux services d'experts de la Région wallonne.

Ils peuvent évoquer tout point à l'ordre du jour.

Le Gouvernement fixe les émoluments des commissaires et des conditions de remboursement de leurs frais.

CONTROLE

Art. 14 § 1^{er} Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confiée à un collège de commissaires aux comptes qui comprendra deux membres désignés par le Gouvernement, dont un, au moins, sera choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux commissaires s'appliquent aux membres du Collège. Leur rapport outre leurs éventuelles observations comprend, notamment, un volet spécifique relatif au contrôle des opérations des marchés.

Le rapport est communiqué au conseil d'administration et au Gouvernement.

§ 2. Les commissaires aux comptes sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs.

Le Gouvernement fixe les émoluments des commissaires aux comptes et les conditions de remboursement de leurs frais.

COMPTABILITE ET COMPTES ANNUELS

Art. 15. La société est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elle établit sa comptabilité par année civile et y joint un commentaire.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence ce jour pour se clôturer le 31 décembre 1995.

La société procède au contrôle des engagements consécutifs aux marchés de travaux de fournitures et de services conclus, dans le cadre de la réalisation de son objet social.

Elle établit également un rapport de gestion qui contient les informations visées à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et à l'article 20 du décret relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information.

Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport des commissaires au Gouvernement, avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné, approuvés par l'assemblée générale.

Le Gouvernement transmet les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport des commissaires à la Cour des comptes au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

AFFECTATION DES RESULTATS

Art. 16. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements, résultant du bilan approuvé par le Gouvernement, forme le bénéfice annuel net. Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord 5 % pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, catégories A et B réunies; il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée. Le solde restant recevra, sur proposition du conseil d'administration, l'affectation qui lui donnera le Gouvernement qui se prononcera également sur la décharge à donner aux administrateurs.

En cas de distribution du bénéfice, chaque part sociale et part bénéficiaire se verront attribuer un même montant brut au prorata de la libération de ces parts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 approuvant la modification des statuts de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (SOFICO).

Namur, le 17 juin 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG**WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN**

D. 2004 — 4320

[2004/203301]

17. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", so wie abgeändert durch die Dekrete vom 8. Februar 1996, vom 2. Februar 1999 und vom 27. November 2003;

Aufgrund der Satzungen der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", so wie abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. März 1996 und vom 4. März 1999;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

In der Erwägung, dass der Verwaltungsrat am 5. März 2004 Änderungen an den Satzungen vorgeschlagen hat;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Die durch die Generalversammlung vom 28. Mai 2004 ratifizierten Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", deren Wortlaut in der Anlage angeführt wird, werden durch die Wallonische Regierung genehmigt.

Art. 2 - Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juni 2004 wirksam.

Namur, den 17. Juni 2004.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Analge

ÄNDERUNGEN UND KOORDINIERUNG DER SATZUNGEN

Artikel 1 - Die "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures", abgekürzt Sofico, ist eine juristische Person öffentlichen Rechts.

Die abgekürzte Bezeichnung kann getrennt benutzt werden.

Der Gesellschaftssitz wird in Lüttich, an der vom Verwaltungsrat bestimmten Anschrift festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann Verwaltungs- oder Betriebssitze überall in Belgien, dort wo er es für nötig erachtet, niederlassen.

GESELLSCHAFTSZWECK

Art. 2 - § 1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, die Aufgabe zu erfüllen, die ihr durch Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994 in seiner durch die nachfolgenden Dekrete abgeänderten Fassung übertragen wurde.

Die Wartung der Infrastrukturen besteht darin, deren Instandhaltung, Lebensfähigkeit und guten Zustand zu gewährleisten.

Der Betrieb der Infrastrukturen besteht darin, diese den Benutzern zur Verfügung zu stellen und zu halten.

Die Gesellschaft kann in ihrem Namen und für Rechnung der Wallonischen Region als Kommissionär für die Ausführung von Einrichtungen und Ausstattungen, die von der Wallonischen Regierung bestimmt werden, handeln.

Die Gesellschaft erfüllt ihre Aufgaben unter Beachtung der im mit der Wallonischen Regierung abgeschlossenen Bewirtschaftungsvertrag festgelegten vorrangigen Maßnahmen und Orientierungen.

Sie kann insbesondere :

1° Dienstleistungen von Dritten in Anspruch nehmen und sie mit jeder nützlichen Aufgabe unter Einhaltung der Regeln über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen beauftragen;

2° die gesamten Finanzgeschäfte im Rahmen der Ausführung ihres Gesellschaftszwecks tätigen, was das Recht beinhaltet, Anleihen aufzunehmen und zu zeichnen.

§ 2. Die Bürgschaft der Region gegenüber Dritten wird der Gesellschaft unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen, für die Zinsen und die Tilgung der durch die Gesellschaft auszugebenden Obligationen und für die aufzunehmenden Anleihen gewährt.

Wenn der Ertrag der Geschäfte die Einlösung der Obligationen oder die Rückzahlung der Anleihen sowie die vollständige Rückzahlung der mit ihnen verbundenen Zahlungen nicht ermöglicht, stellt die Region der Gesellschaft die Summen zur Verfügung, die nötig sind, um diesen Unterschied zu ergänzen.

DAUER

Art. 3 - Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gebildet. Sie kann nur durch ein Dekret aufgelöst werden, in dem das Verfahren und die Bedingungen der Auflösung geregelt werden.

KAPITAL UND KAPITALANTEILE

Art. 4 - § 1. Das Gesellschaftskapital setzt sich folgendermaßen zusammen :

1° Kapitalanteile der Kategorie A1; es handelt sich um nicht übertragbare Namenskapitalanteile, die von der Region erbrachte Sacheinlagen vertreten. Der Betrag des Kapitals der Kategorie A1 ist unbegrenzt. Der Wert jeder Sacheinlage wird nach den in Art. 602 des Gesetzbuches über die Gesellschaften festgelegten Regeln bestimmt. Das Kapital der Kategorie A1 wird in Anteile von 12.394,68 Euro eingeteilt;

2° Kapitalanteile der Kategorie A2 für einen Betrag von 320.320.563,41 Euro; es handelt sich um vollständig von der Region gezeichnete, nicht übertragbare Namenpapiere. Das Kapital der Kategorie A2 wird in 25.843 Anteile von 12.394,68 Euro eingeteilt;

3° Namenskapitalanteile der Kategorie B für einen Betrag von 6.817.071,93 Euro; davon hat die Region Anteile für einen Betrag von 4.090.243,16 Euro gezeichnet und vollständig eingezahlt, und haben von der Region ermächtigte Personen Anteile für einen Betrag von 2.726.828,78 Euro gezeichnet und vollständig eingezahlt. Diese Kapitalanteile dürfen nur mit Zustimmung der Regierung an von ihr ermächtigte Personen übertragen werden. Das Kapital der Kategorie B wird in 550 Anteile von 12.394,68 Euro eingeteilt.

§ 2. Die Zeichnung des Kapitals wird durch einen Erlass der Regierung beurkundet.

Kapitalerhöhungen werden auf Vorschlag des Verwaltungsrats von der Regierung beschlossen.

Im Falle einer Erhöhung des Kapitals B werden die auszugebenden Aktien vorzugsweise den Inhabern von Kapitalanteilen der Kategorie B im Verhältnis zu ihrer Kapitalbeteiligung angeboten.

§ 3. Falls einer der Inhaber von Anteilen der Kategorie B mit Ausnahme der Region seine Aktien nach Ablauf einer fünfjährigen Frist verkaufen möchte, werden diese vorzugsweise den anderen Aktionären im Verhältnis zu ihrer Kapitalbeteiligung angeboten; falls dieses Optionsrecht nicht ausgeübt wird, tritt die Region selbst ein.

Der Wiederverkaufswert der Kapitalanteile entspricht ihrem Zeichnungspreis.

§ 4. Die Inhaber von Kapitalanteilen sind nicht über ihre Kapitalbeteiligung hinaus verpflichtet.

§ 4 bis. Die Gesellschaft hat 47.911 Gewinnanteilscheine ausgegeben, die alle der Region zugeteilt sind, als Gegenleistung für den Mehrwert auf die Aktiva, die früher von der Region eingebracht worden sind, und die für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig sind. Bei diesen Anteilen handelt es sich um nicht übertragbare Namensanteile. Sie gewähren kein Stimmrecht, aber nur einen Anspruch auf Dividenden im Sinne von Art. 16.

VERWALTUNG

Art. 5 - § 1. Die Gesellschaft wird von einem Rat verwaltet, der aus fünfzehn Mitgliedern besteht, die von der Regierung ernannt und abberufen werden. Mindestens elf Mitglieder vertreten die Region, höchstens vier Mitglieder werden auf Vorschlag der anderen Inhaber von Anteilen der Kategorie B bestimmt. Alle Verwalter sitzen als Vertreter der Inhaber von Anteilen der Kategorie B.

Das Mandat eines Verwalters hat eine Dauer von fünf Jahren. Es ist erneuerbar aber läuft von Rechts wegen ab, wenn der Mandatsträger 65 Jahre alt wird.

Wenn u.a. anschließend an einen Sterbefall oder einen Rücktritt oder an das Auftreten einer Unvereinbarkeit das Amt eines Verwalters im Laufe eines Mandats frei wird, sorgt die Regierung für die Besetzung dieser frei gewordenen Stelle, ggf. auf Vorschlag des Aktionärs, der den Verwalter vorgestellt hatte, dessen Amt frei ist. Der so bestimmte Verwalter beendet das Mandat desjenigen, den er ersetzt, oder sitzt während des Zeitraums der Unvereinbarkeit.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates und der geschäftsführende Verwalter werden von der Regierung unter den Verwaltern ernannt, die die Region vertreten; der stellvertretende Vorsitzende wird unter den anderen Verwaltern ernannt.

Der Verwaltungsrat kann Sachverständige zur Gesamtheit oder zu einem Teil einer oder mehrerer Sitzungen laden; die Sachverständigen verfügen über eine beratende Stimme.

Der stellvertretende Vorsitzende ersetzt den Vorsitzenden, wenn dieser abwesend ist.

Der Rat verfügt über die weitgehendsten Befugnisse, um alle Handlungen durchzuführen, die für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks nötig oder nützlich sind.

Er übt die Aufsicht über den Direktionsausschuss aus. In diesem Rahmen ist der geschäftsführende Verwalter bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats mit der Berichterstattung über die Aktivität des Direktionsausschusses beauftragt. Er kann vom Direktionsausschuss alle Auskünfte und Informationen verlangen, sich jegliche Unterlage vorlegen lassen, alle Mitglieder des Direktionsausschusses oder des Personals anhören. Er kann Sachverständige heranziehen. Jeder Verwalter kann jeglichen Punkt der Tagesordnung des Ausschusses zur Sprache bringen.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Personen, die aus seiner Mitte oder nicht gewählt werden, mit Sondervollmachten ausstatten.

Diese Vollmachten und deren Übertragung sind immer widerrufbar.

Die etwaige Entlohnung für die Ausübung des Amtes eines Verwalters oder von Sondervollmachten sowie die Modalitäten für die Rückerstattung der damit verbundenen Kosten werden von der Regierung festgelegt.

Art. 6 - § 1. Der Verwaltungsrat tritt jedes Mal wenn das Interesse der Gesellschaft es benötigt oder zwei Verwalter es verlangen auf Einberufung seines Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden zusammen.

Die Einberufung erfolgt per Brief, Telegramm, Telefax oder jegliches andere schriftliche Kommunikationsmittel; sie gibt die Tagesordnung an, sowie das Datum, die Uhrzeit und den Tag der Versammlung und enthält die Unterlagen, die die Tagesordnung betreffen; sie wird mindestens fünf Tage vor dem Tag der Versammlung verschickt.

Bei äußerster Dringlichkeit, die vom Vorsitzenden nach Besprechung mit dem geschäftsführenden Verwalter bewertet wird, müssen die Einberufungen spätestens am Vortag der Sitzung zugestellt werden.

Die Beratungen und Beschlüsse des Rates sind nur dann gültig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Wenn eine Sitzung des Verwaltungsrats wenigstens fünfzehn Tage nach einer Sitzung stattfindet, bei der das erforderliche Quorum nicht erreicht worden war, sind dessen Beratungen und Beschlüsse unabhängig von der Anzahl anwesender Verwalter gültig, unter der Voraussetzung, dass nachgewiesen werden kann, dass die Einberufungen zur zweiten Sitzung entweder per Einschreiben oder per normale Sendung mit Empfangsbestätigung durch den Empfänger persönlich erfolgten.

Jeder verhinderte Verwalter kann durch einfaches Schreiben, Telefax oder E-Mail ein anderes Mitglied des Rates bestimmen, das ihn vertritt und an seiner Stelle wählt. Kein Verwalter darf jedoch mehr als ein Mitglied des Rates vertreten.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Die Beschlüsse, durch die der Verwaltungsrat über den Bewirtschaftungsvertrag und dessen Abänderungen entscheidet, werden jedoch mit einer 80 %-igen Mehrheit der abgegebenen Stimmen angenommen.

Eine geheime Abstimmung kann durch ein Drittel der Verwalter verlangt werden. Die geheime Abstimmung ist Vorschrift, wenn der Verwaltungsrat über Personenfragen berät.

Jeder Verwalter, der bei zu treffenden Beschlüssen ein auf sein Vermögen bezogenes Interesse hat, das sich von dem der Gesellschaft unterscheidet, informiert seine Kollegen darüber; er darf nicht an der Abstimmung teilnehmen und verlässt die Sitzung, wenn der betroffene Punkt besprochen wird.

§ 2. Die Beratungen des Verwaltungsrates werden durch Protokolle festgestellt, die durch wenigstens die Mehrheit der anwesenden Mitglieder unterzeichnet werden. Diese Protokolle werden in ein am Gesellschaftssitz gehaltenes Sonderregister aufgenommen oder diesem beigeheftet; die Vollmachten werden ebenfalls diesem Register beigelegt. Die Auszüge aus den Protokollen werden von zwei Verwaltern unterschrieben.

Alle Akten, die die Gesellschaft verpflichten, unter Ausschluss derjenigen, die sich auf die tägliche Führung beziehen, sowie alle Vollmachtserklärungen und Befugnisübertragungen werden zusammen durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats und einen Verwalter oder durch zwei Verwalter unterschrieben.

Die Akten in Zusammenhang mit der täglichen Führung werden mit der Unterschrift des geschäftsführenden Verwalters und des Vorsitzenden versehen.

Der Verwaltungsrat kann durch eine Geschäftsordnung die Modalitäten angeben, wie er seine Befugnisse ausübt.

Art.7 - Der geschäftsführende Verwalter führt die allgemeine Politik aus, die vom Verwaltungsrat aufgrund der ihm übertragenen Befugnisse festgelegt wird. Er gewährleistet ebenfalls die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft.

Insbesondere

- führt er die Beschlüsse des Verwaltungsrats und des Direktionsausschusses aus;
- untersucht er die Akten, die diesen Organen zu unterbreiten sind;
- beantwortet er alle Informationsanfragen, die von den Verwaltungsorganen ausgehen;
- informiert er regelmäßig die Verwaltungsorgane über die Arbeitsweise der Gesellschaft;

- bereitet er den Entwurf zur finanziellen Planung der Arbeiten vor, den der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit Art. 2, § 1, Absatz 6 des Dekrets vom 10. März 1994, eingefügt durch das Dekret vom 27. November 2003, genehmigen muss.

Aufgrund der Spezifität der zu treffenden Beschlüsse kann er einen oder mehrere Verwalter und ggf. die Dienststellen der Regionalverwaltung heranziehen.

Art.8 - Der Vorsitzende und der geschäftsführende Verwalter sind mit den Beziehungen mit den Finanzpartnern, den Kontroll- und Aufsichtsorganen beauftragt. In diesem Rahmen

- legen sie der Regierung den in Art. 15 erwähnten Jahresbericht vor;
- beantworten sie alle Informationsanfragen, die von den Kontroll- und Aufsichtsorganen ausgehen;
- gewährleisten sie die Erhebung der in Art. 11 des Dekrets vom 10. März 1994 in seiner durch das Dekret vom 2. Februar 1999 abgeänderten Fassung erwähnten Einnahmen.

Der Vorsitzende informiert die Wallonische Regierung über die Anforderungen und Konsequenzen jeder strategischen Entscheidung.

Art. 8bis - § 1. Es wird ein Direktionsausschuss eingesetzt, der sich aus folgenden Personen zusammensetzt :

- 1° der Vorsitzende des Verwaltungsrats;
- 2° der geschäftsführende Verwalter;
- 3° zwei sonstige, zu diesem Zweck bestimmte Verwalter;
- 4° die Kommissare der Regierung, die über eine beratende Stimme verfügen.

Der Direktionsausschuss steht unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrats; ist dieser abwesend, so wird er durch den ältesten Verwalter ersetzt. Der Ausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung.

Der Ausschuss kann Sachverständige zur Gesamtheit oder zu einem Teil einer oder mehrerer seiner Sitzungen laden; die Sachverständigen verfügen über eine beratende Stimme.

§ 2. Außer bei äußerster Dringlichkeit, die vom geschäftsführenden Verwalter und dem Vorsitzenden bewertet wird, tritt der Direktionsausschuss vor jeder Sitzung des Verwaltungsrates zusammen. Ferner kann er jedes Mal, wenn dies für das Interesse der Gesellschaft erforderlich ist, von diesen einberufen werden.

Der Direktionsrat ist mit der Vorbereitung der für den Verwaltungsrat bestimmten Unterlagen auf der Grundlage der vom geschäftsführenden Verwalter übermittelten Akten beauftragt.

§ 3. Der Verwaltungsrat kann dem Direktionsrat einige Aufgaben, deren Grenzen er jährlich festlegt, unter seiner Verantwortung übertragen; es handelt sich u.a. um :

- die Tätigkeit von Immobiliengeschäften im Rahmen eines im Voraus festgesetzten Programms;
- das Verfahren für den Abschluss, die Vergabe, und die Fortführung von Aufträgen;
- die Beschlüsse kaufmännischer Art, die einer besonderen Vertraulichkeit bedürfen, insbesondere in Sache Telekommunikation, und die sich in die vom Verwaltungsrat festgelegten Orientierungen einfügen müssen. Die Befugnis, Beschlüsse zu fassen, die aufgrund Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Regierung oder des zuständigen Ministers fallen, darf jedoch nicht übertragen werden.

In solchen Fälle befindet der Ausschuss mit der einfachen Stimmenmehrheit. Bei Stimmgleichheit fällt die Beschlussfassung in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats erstattet der geschäftsführende Verwalter Bericht über die vom Direktionsausschuss angenommenen Beschlüsse und Stellungnahmen.

TECHNISCHE UNTERSTÜTZUNG

Art. 9 - Die Gesellschaft genießt die technische Unterstützung der Dienststellen der Regierung, die unter ihrer eigenen Verantwortung handeln.

Der Direktionsausschuss kann von einem technischen Koordinierungsausschuss unterstützt werden. Er legt dessen Zusammensetzung, Gegenstand und Geschäftsordnung fest.

Zu diesem Koordinierungsausschuss gehören in jedem Fall der Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, die Generaldirektoren der Straßen, der Wasserstraßen, der technischen Dienststellen und der neuen Technologien, sowie der Vorsitzende der "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur) und ein durch die Wallonische Region beglaubigter Vertreter der Finanzinspektion.

Der Direktionsausschuss kann andere Sachverständige in den Koordinierungsausschuss einladen, welche die in Art. 8bis, § 1, Absatz 4 der Satzungen vorgesehene Rolle des Sachverständigen spielen.

PERSONAL

Art. 10 - Auf Vorschlag des Verwaltungsrats stellt die Regierung Mitglieder des Personals ihrer Dienststellen zur Verfügung, deren Profil den zu vergebenden Ämtern entspricht; dies erfolgt in Anwendung der Regeln in Zusammenhang mit Dienstaufträgen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls Vertragspersonal anstellen, um :

1° einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu decken, ob es sich um die Durchführung von zeitlich begrenzten Aktionen oder um einen außerordentlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

2° Aufgaben durchzuführen, die ein hochqualifiziertes Wissen und eine große Erfahrung erfordern;

3° Hilfsaufgaben oder spezifische Aufgaben durchzuführen;

4° Aufgaben durchzuführen, die besondere Kenntnisse oder eine breite hochwertige Erfahrung, die für die betreffende Arbeit relevant sind, voraussetzen.

EINNAHMEN

Art. 11 - § 1. Die Gesellschaft bezieht ihre Mittel aus :

1° allen eigenen Einnahmen, die bei der Tätigkeit der Gesellschaft entstehen, insbesondere diejenigen, die sich aus den Bestimmungen des Artikels 8bis des Dekrets vom 10. März 1994, in seiner durch das Dekret vom 2. Februar 1999 abgeänderten Fassung ergeben;

2° dem Ertrag der in Artikel 3 desselben Dekrets angeführten Finanzoperationen;

§ 2. Die Gesellschaft zieht Einnahmen ein als Gegenleistung für die Gewährung des Rechts auf den Zugang zu den von ihr finanzierten Verkehrsverbindungen, den dazugehörigen Kunstbauwerken und für deren Benutzungsrecht.

Der Betrag der in § 2, Absatz 1 genannten Einnahmen wird von dem Verwaltungsrat der Gesellschaft festgelegt, unter Berücksichtigung jeglicher wirtschaftlichen Kriterien, die je nach Art der der Gesellschaft anvertrauten Infrastrukturen festgelegt werden, insbesondere der Verkehrsdichte, der Kategorie des benutzten Transportmittels und der abgelegten Entfernung. Dieser Beschluss unterliegt der Genehmigung der Wallonischen Regierung.

Diese kann beschließen, dass die vorgenannten Rechte in der Form von zu Lasten der Region für Rechnung der Benutzer anfallenden Benutzungsgebühren bezogen werden. In diesem Fall werden die Modalitäten der Gebührenerhebung durch ein zwischen der Regierung und der Gesellschaft abgeschlossenes Abkommen geregelt.

GENERALVERSAMMLUNG

Art. 12 - Die Generalversammlung setzt sich aus den gesamten Inhabern von Anteilen der Kategorie B zusammen.

Sie tritt jedes Jahr zwischen dem 1. März und dem 30. April zusammen, um die Jahresabschlüsse zu genehmigen. Ferner tritt sie ebenfalls zusammen, wenn die Satzungen abgeändert werden müssen.

Sie wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates mindestens 15 (fünfzehn) Tage im Voraus per Einschreibebrief zusammengerufen.

Die Einberufungen enthalten die Tagesordnung.

Jeder Kapitalanteil der Kategorie B gibt Anrecht auf eine Stimme.

Die Anteilinhaber können sich von einem Bevollmächtigten vertreten lassen.

Die Beschlüsse werden mit der Dreiviertelmehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Die Beschlüsse bezüglich Abänderungen in den Satzungen treten erst nach deren Genehmigung durch einen Erlass der Regierung in Kraft.

AUFSICHT

Art. 13 - Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung. Diese Kontrolle wird durch zwei Kommissare der Regierung ausgeübt, die von der Regierung ernannt und abgesetzt werden.

Ein Kommissar wird auf Vorschlag des Ministers des Haushalts bezeichnet; der andere wird auf Vorschlag des Minister der öffentlichen Arbeiten bezeichnet.

Die Kommissare der Region sorgen für die Beachtung der geltenden Regelungen, des Bewirtschaftungsvertrags und des allgemeinen und regionalen Interesses.

Sie wohnen ebenfalls den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei.

Innerhalb von vier vollen Tagen können sie bei der Wallonischen Regierung einen Einspruch gegen jeden Beschluss erheben, der ihrer Ansicht nach gegen die Regelungen, den Bewirtschaftungsvertrag und die Wahrung des regionalen und allgemeinen Interesses verstößt.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern die Kommissare vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden sind, und, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem sie davon informiert worden sind.

Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn die Regierung nicht innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Einspruch befunden hat, wird der Beschluss rechtskräftig. Die Kommissare können zu jeder Zeit die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und Geschäftsbücher der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen.

Sie können alle Erklärungen oder Auskünfte von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die sie für die Ausübung ihres Mandats für notwendig halten.

Sie dürfen jede Frage betreffend die Beachtung des Dekrets über die Errichtung der Gesellschaft, ihre Satzungen, die satzungsmäßigen Verpflichtungen der öffentlichen Gesellschafter, das Dekret bezüglich des Bewirtschaftungsvertrags oder den Bewirtschaftungsvertrag auf die Tagesordnung des Verwaltungsrates bringen.

Sie können vom Direktionsausschuss jede Auskunft oder Information erhalten, sich jegliche Unterlage vorlegen lassen, jedes Mitglied des Direktionsausschusses oder des Personals anhören.

Sie können die Dienste von Sachverständigen der Wallonischen Region heranziehen.

Sie können jeden in die Tagesordnung aufgenommenen Punkt zur Sprache bringen.

Die Regierung bestimmt die Bezüge der Kommissare und die Bedingungen zur Rückerstattung der von ihnen getragenen Kosten.

KONTROLLE

Art. 14 - § 1 - Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresabrechnung und der Ordnungsgemäßheit der in der Jahresabrechnung festzustellenden Operationen hinsichtlich der Regelungen und der Satzungen wird einem Kollegium von Rechnungsprüfern anvertraut, zu dem zwei von der Regierung bestimmten Mitglieder gehören werden, von denen zumindest eines aus den Reihen der Mitglieder des Instituts der Unternehmensprüfer gewählt wird.

Die Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften bezüglich der Kommissare sind auf die Mitglieder des Kollegiums anwendbar. Der Bericht der Rechnungsprüfer umfasst neben den eventuellen Bemerkungen insbesondere einen spezifischen Teil über die Kontrolle der Marktgeschäfte.

Der Bericht wird dem Verwaltungsrat und der Regierung mitgeteilt.

§ 2. Die Rechnungsprüfer werden für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren ernannt. Sie können im Laufe des Mandats nur aus triftigen Gründen abgesetzt werden.

Die Regierung bestimmt die Bezüge der Rechnungsprüfer und die Bedingungen zur Rückerstattung der von ihnen getragenen Kosten.

BUCHFÜHRUNG UND JAHRESRECHNUNGEN

Art. 15 - Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen. Sie führt die Bücher pro Kalenderjahr und fügt ein Kommentar dabei.

Das Geschäftsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am heutigen Tage anfängt, und am 31. Dezember 1995 endet.

Die Gesellschaft führt eine Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen aus, die sich im Rahmen der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks aus den abgeschlossenen öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen ergeben.

Sie erstellt ebenfalls einen Verwaltungsbericht, der die in Art. 77, Absatz 4 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften und in Art. 20 des Dekrets über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten erwähnten Auskünfte enthält.

Vor dem 30. April des Jahres, das dem betroffenen Geschäftsjahr folgt, übermittelt der Verwaltungsrat der Regierung die Jahresrechnungen zusammen mit dem Verwaltungsbericht und dem Bericht der Kommissare, wobei die betreffenden Unterlagen von der Generalversammlung genehmigt sein müssen.

Spätestens am 31. Mai des Jahres, das dem betroffenen Geschäftsjahr folgt, übermittelt die Regierung dem Rechnungshof die Jahresrechnungen zusammen mit dem Verwaltungsbericht und dem Bericht der Kommissare.

ZWECKBESTIMMUNG DER BETRIEBSERGEBNISSE

Art. 16 - Nach Abzug der Gemeinkosten, Soziallasten und Abschreibungen bildet der sich aus der von der Regierung genehmigten Bilanz ergebende Gewinnüberschuss der Erfolgsrechnung den jährlichen Nettogewinn. Von diesem Gewinn werden zunächst 5 % für die gesetzliche Rücklage abgezogen. Dieser Abzug ist nicht mehr vorgeschrieben, wenn die Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals, Anteile der Kategorien A und B zusammengerechnet, erreicht; der Abzug muss erneut getätigt werden, wenn die gesetzliche Rücklage angegriffen worden ist. Der Restbetrag erhält eine von der Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrates gegebene Zweckbestimmung; die Regierung befindet ebenfalls über die den Verwaltern zu erteilende Entlastung.

Im Falle einer Gewinnausschüttung erhalten jeder Gesellschaftsanteil und Gewinnanteil einen gleichen Bruttobetrag im Verhältnis zur Einzahlung dieser Anteile.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juni 2004 zur Genehmigung der Änderungen an den Satzungen der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2004 — 4320

[2004/203301]

17 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse regering tot goedkeuring van de wijzigingen aan de statuten van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren).

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren), gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1996, 2 februari 1999 en 27 november 2003;

Gelet op de statuten van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende Financiering van de Infrastructuren) en de wijzigingen hierin aangebracht bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 maart 1996 en 4 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Overwegende dat de raad van bestuur op 5 maart 2004 wijzigingen in het statuut voorgesteld heeft;

Gelet op de beslissing van de Waalse regering van 13 mei 2004;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering keurt de wijzigingen in het statuut van de "Société wallonne de Financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren), geratificeerd door de algemene vergadering van 28 mei 2004 en waarvan tekst als bijlage, goed.

Art. 2. De Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juni 2004.

Namen, 17 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

Bijlage

WIJZIGINGEN IN EN COÖRDINATIE VAN DE STATUTEN

Artikel 1. De "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren), afgekort SOFICO, is een publiekrechtelijke rechtspersoon.

De afgekorte benaming mag afzonderlijk worden gebruikt.

Diens maatschappelijke zetel is gevestigd te Luik op het door de raad van bestuur vastgestelde adres.

De raad van bestuur kan administratieve of bedrijfszetels overal in België waar hij dat nodig acht, vestigen.

DOEL

Art. 2. § 1. De vennootschap heeft als doel de verwezenlijking van de opdracht die haar is toebedeeld bij artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994 zoals gewijzigd bij de daaropvolgende decreten.

Het onderhoud van de infrastructures bestaat erin, de instandhouding, de leefbaarheid en de goede staat ervan te vrijwaren.

De uitbating van de infrastructures bestaat erin, ze ter beschikking van de gebruikers te stellen en te houden.

De vennootschap kan in eigen naam en in opdracht van het Waalse Gewest optreden als commissionair voor de uitvoering van inrichtingen en uitrustingen bepaald door de Waalse regering.

De vennootschap voert haar opdrachten uit met inachtneming van de beleidsprioriteiten en -oriëntaties bepaald in het beheerscontract dat ze met de Waalse regering gesloten heeft.

Zij kan meer bepaald :

1° een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke nuttige opdracht met inachtneming van de regels betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° alle financiële verrichtingen uitvoeren in het kader van de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, wat het recht om contracten aan te gaan en leningen te onderschrijven inhoudt.

§ 2. De waarborg van het Gewest tegenover derden wordt aan de vennootschap verleend tegen de door de regering bepaalde voorwaarden voor de rentelast en de aflossing van obligaties die de vennootschap zou uitgeven en voor de leningen die zij zou aangaan.

Mocht de opbrengst van de verrichtingen haar niet in staat stellen om obligaties of leningen terug te betalen, evenmin als de volledige terugbetaling van de daarop betrekking hebbende betalingen te waarborgen, verstrekt het Gewest de vennootschap de sommen die nodig zijn om het verschil bij te leggen.

DUUR

Art. 3. De vennootschap wordt opgericht zonder beperking in de tijd. Ze kan enkel worden ontbonden bij een decreet dat de wijze en voorwaarden van de vereffening bepaalt.

KAPITAAL EN KAPITAALBEWIJZEN

Art. 4. § 1. Het maatschappelijk kapitaal valt op volgende wijze uiteen :

1° de effecten van categorie A1, niet-overdraagbare effecten op naam die de inbreng in natura van het Gewest vertegenwoordigen. Het bedrag van het kapitaal van categorie A1 is onbeperkt. De waarde van elke inbreng in natura wordt vastgesteld volgens de regels bepaald in artikel 602 van het Wetboek van vennootschappen. Het kapitaal van categorie A1 is opgedeeld in effecten van 12.394,68 euro;

2° de effecten van categorie A2, voor een bedrag van 320.320.563,41 euro, deelbewijzen op naam waarop het Gewest volledig ingeschreven heeft en niet-overdraagbaar. Het kapitaal van categorie A2 is opgedeeld in 25.843 effecten van 12.394,68 euro;

3° de effecten op naam die de categorie B vertegenwoordigen, voor een bedrag van 6.817.071,93 euro, ingeschreven en volledig door het Gewest volgestort ten bedrage van 4.090.243,16 euro door het Gewest en 2.726.828,78 euro door de door de regering gemachtigde personen. Die effecten zijn enkel overdraagbaar met de instemming van de regering en aan door hem gemachtigde personen. Het kapitaal van de categorie B is opgedeeld in 550 effecten van 12.394,68 euro”.

§ 2. Van de inschrijving op het kapitaal wordt bij regeringsbesluit akte genomen.

De kapitaalsverhogingen worden door de regering beslist op voorstel van de raad van bestuur.

Bij een verhoging van het B-kapitaal worden de uit te geven aandelen bij voorrang aangeboden aan de houders van de B-effecten in evenredigheid met hun deelname aan het kapitaal.

§ 3. Mocht één van de houders van effecten uit de B-categorie ander dan het Gewest wensen om zijn aandelen te verkopen na verstrijken van een termijn van vijf jaar, worden die aandelen bij voorrang aangeboden aan de andere aandeelhouders in evenredigheid met hun deelname in het kapitaal; wordt dat optierecht niet uitgeoefend, dan neemt het Gewest de plaats in.

De wederverkoopprijs van de effecten is gelijk aan hun inschrijvingsprijs.

§ 4. De houders van effecten zijn niet verder gehouden dan hun deelname in het kapitaal.

§ 4bis. De vennootschap heeft 47.911 winstbewijzen uitgebracht, die allen aan het Gewest zijn toebedeeld in ruil voor de meerwaarde geboekt op de voorheen door het Gewest ingebrachte activa die nodig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel”. Die deelbewijzen zijn op naam en niet overdraagbaar. Zij verlenen geen stemrecht maar enkel een recht op dividend zoals bepaald in artikel 16.

BESTUUR

Art. 5. § 1. De vennootschap wordt bestuurd door een raad bestaande uit vijftien leden benoemd door de regering, die door haar ontslagen worden. Ten minste elf vertegenwoordigen het Gewest, hoogstens vier zijn aangewezen op voordracht van de andere houders van de B-effecten. Alle bestuurders zetelen als vertegenwoordigers van de categorie B-effecten.

Het mandaat van bestuurder duurt vijf jaar. Het is hernieuwbaar maar eindigt van rechtswege op de leeftijd van 65 jaar.

Bij een in de loop van een mandaat openvallend bestuurdersambt ten gevolge van meer bepaald een overlijden of een ontslag of het zich voordoen van een onverenigbaarheid, vult de regering dat ambt in op de voordracht, in voorkomend geval, van de houder van effecten die de bestuurder waarvan het ambt openstaat voorgedragen had. De aangewezen bestuurder voltooit het mandaat van degene die hij vervangt of zetelt tijdens de periode van de onverenigbaarheid.

De regering benoemt de voorzitter van de raad van bestuur, evenals de afgevaardigd bestuurder onder de bestuurders die het Gewest vertegenwoordigen en de ondervoorzitter onder de andere bestuurders.

De raad van bestuurders kan deskundigen uitnodigen om vergaderingen geheel of gedeeltelijk bij te wonen. Zij zetelen dan met raadgevende stem.

De ondervoorzitter vervangt de voorzitter bij afwezigheid van laatstgenoemde.

De raad wordt bekleed met de meest uitgestrekte bevoegdheden om alle handelingen te voltooien die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

Hij oefent het toezicht op het directiecomité uit. In dat raam wordt de afgevaardigd bestuurder ermee belast verslag uit te brengen aan elke raad van bestuur over de activiteit van het directiecomité. Hij kan van het directiecomité elke inlichting of informatie verkrijgen, zich elk document laten voorleggen, elk lid van het directiecomité of elk personeelslid ondervragen : hij kan een beroep doen op de diensten van deskundigen. Elke bestuurder kan elk punt op de agenda van het comité te berde brengen.

§ 2. De raad van bestuur kan daarnaast bijzondere volmachten overdragen op de personen die in zijn midden of daarbuiten worden gekozen.

Die delegaties en bevoegdheden zijn te allen tijde herroepbaar.

De eventuele emolumenten die verbonden zijn aan de uitoefening van het ambt van bestuurder en de bijzondere bevoegdheidsoverdrachten, evenals de wijze van terugbetaling van die kosten, worden door de regering vastgesteld.

Art. 6. § 1. De raad van bestuur vergadert na bijeenroeping door diens voorzitter of ondervoorzitter elke keer als het belang van de vennootschap het vereist of als twee bestuurders het eisen.

De bijeenroeping geschiedt bij brief, telegram, fax of elk ander communicatiemiddel dat gebaseerd is op een schriftelijk document, zij bevat de agenda, datum, uur, plaats van de vergadering en de documenten met betrekking tot de agenda, zij wordt verstuurd vijf dagen minstens voor de datum van de vergadering.

Bij hoogdringendheid, beoordeeld door de voorzitter na raadpleging van de afgevaardigd bestuurder, dienen de oproepingen uiterlijk daags voor de dag vastgesteld voor de vergaderingen toe te komen.

De raad kan enkel rechtsgeldig beraadslagen of beslissen indien de meerderheid van de leden tegenwoordig of vertegenwoordigd is.

Evenwel zal een raad die minstens vijftien dagen na een vergadering die het vereiste quorum niet heeft bereikt, rechtsgeldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige bestuurders voor zover hij verantwoordt dat de oproepingen voor de tweede vergadering geschiedten bij aangetekend schrijven of gewoon schrijven maar met bericht van ontvangst door de geadresseerde in persoon.

Elke verhinderde bestuurder kan zelfs bij eenvoudig schrijven, fax of e-mail een ander lid van de raad afvaardigen om hem te vertegenwoordigen en in zijn plaats te stemmen. Geen enkele bestuurder kan evenwel meer dan één lid van de raad vertegenwoordigen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen getroffen; bij staking van stemmen weegt de voorzittersstem door. De beslissingen waarbij de raad van bestuur zich uitspreekt over het beheerscontract en de wijzigingen ervan worden goedgekeurd bij een meerderheid van 80 % van de uitgebrachte stemmen.

De geheime stemming kan aangevraagd worden door één derde van de bestuurders. Deze is verplicht indien de raad van bestuur beraadslaagt over personenkwesties.

Elke bestuurder die een vermogensbelang heeft dat afzonderlijk is van de vennootschap bij een beslissing licht daar zijn collega's over in, en mag niet aan de stemming deelnemen en verlaat de vergadering wanneer dat punt aan bod komt.

§ 2. De beraadslagingen van de raad van bestuur worden vastgesteld bij proces-verbaal ondertekend door minstens de meerderheid van de tegenwoordige leden. Die processen-verbaal worden ingeschreven of ingebonden in een bijzonder register dat op de maatschappelijke zetel gehouden wordt, de volmachten worden daarbij gevoegd. De uittreksels uit de processen-verbaal worden door twee bestuurders ondertekend.

Alle handelingen die de vennootschap verbinden ander dan die van het dagelijks bestuur en alle bevoegdheden en volmachten worden samen ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur en een bestuurder of door twee bestuurders.

De handelingen van dagelijks bestuur worden ondertekend door de afgevaardigd bestuurder en de voorzitter.

De raad van bestuur kan bij een reglement van orde de wijze nader bepalen waarop die bevoegdheden worden uitgeoefend.

Art. 7. De afgevaardigd bestuurder voert het algemeen beleid uitgestippeld door de raad van bestuur uit krachtens de bevoegdheden die hem overgedragen zijn. Hij neemt eveneens het dagelijks bestuur van de vennootschap waar.

Meer bepaald zorgt hij voor :

- de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en van het directiecomité;
- de behandeling van de dossiers die hen voorgelegd dienen te worden;
- het beantwoorden van alle informatieaanvragen van de beheersorganen;
- het regelmatig inlichten van de beheersorganen over de werking van de vennootschap;
- het voorbereiden van het ontwerp voor de financiële programmering van de werken vast te stellen door de raad van bestuur overeenkomstig artikel 2, § 1, zesde lid, van het decreet van 10 maart 1994, ingevoegd bij decreet van 27 november 2003.

Naar gelang van de specificiteit van de te treffen beslissingen kan hij zich laten bijstaan door de één of andere der bestuurders en hij raadpleegt in voorkomend geval de diensten van het gewestelijk bestuur.

Art. 8. De voorzitter en de afgevaardigd bestuurder zijn belast met de betrekkingen met de financiële partners, de controle- en de toezichtsorganen. In dat raam :

- leggen ze de regering het jaarverslag bedoeld in artikel 15 voor;
- beantwoorden ze alle informatieaanvragen van de controle- en toezichtsorganen;
- nemen ze de inning van de inkomsten bedoeld in artikel 11 van het decreet van 10 maart 1994, zoals gewijzigd bij decreet van 2 februari 1999, op zich.

De voorzitter licht de Waalse regering in over inzet en gevolgen van elke beleidsbeslissing.

Art. 8bis. § 1. Er wordt een directiecomité ingesteld, bestaande uit :

- 1° de voorzitter van de raad van bestuur;
- 2° de afgevaardigd bestuurder;
- 3° twee andere daartoe aangewezen bestuurders;
- 4° de regeringscommissarissen, die met raadgevende stem zetelen.

Het directiecomité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur; bij afwezigheid van laatstgenoemde wordt hij vervangen door de bestuurder die ouderdomsdeken is. Het comité stelt zijn reglement van orde op.

Het comité kan deskundigen uitnodigen om de vergaderingen geheel of gedeeltelijk bij te wonen. Zij zetelen dan met raadgevende stem.

§ 2. Het directiecomité vergadert voor elke vergadering van de raad van bestuur, behalve bij hoogdringendheid, waarover geoordeeld wordt door de afgevaardigd bestuurder en de voorzitter van de raad van bestuur. Daarnaast kan hij door hem worden bijeengeroepen telkens als het belang van de vennootschap dat vereist.

Het directiecomité is belast met de voorbereiding van de dossiers die bestemd zijn voor het directiecomité op grond van de dossiers die verstrekt zijn door de afgevaardigd bestuurder.

§ 3. De raad van bestuur kan op eigen verantwoordelijkheid bepaalde taken, waarvan hij jaarlijks de perken vaststelt, toevertrouwen aan het directiecomité :

- het verlijden van onroerende transacties die in een op voorhand opgesteld programma kaderen;
 - de wijze van gunning van overheidsopdrachten, hun toewijzing en opvolging;
 - de beslissingen van handelsaard die met een bijzondere vertrouwelijkheid omgeven dienen te worden en die dienen te kaderen in de beleidslijnen van de raad van bestuur.
- De beslissingen die krachtens wet- of regelgevende bepalingen onder de bevoegdheid van de Waalse regering of de bevoegde minister vallen, mogen evenwel niet overgedragen worden.

In die gevallen spreekt het comité zich bij gewone meerderheid van stemmen uit. Bij staking van stemmen wordt de beslissing toegewezen aan de bevoegdheid van de raad van bestuur.

De afgevaardigd bestuurder zal aan elke raad van bestuur verslag uitbrengen over de beslissingen en adviezen goedgekeurd door het directiecomité.

TECHNISCHE BIJSTAND

Art. 9. De vennootschap komt in aanmerking voor technische bijstand van de diensten van de regering die op eigen verantwoordelijkheid handelen.

Het directiecomité kan bijgestaan worden door een technisch coördinatiecomité. Hij bepaalt er de samenstelling van, het doel en het reglement van orde.

Dat coördinatiecomité zal in ieder geval de secretaris-generaal van het Waalse ministerie van Uitrusting en Vervoer, de directeurs-generaal van de Wegen, de Waterwegen, de Technische diensten en de Nieuwe technologieën omvatten evenals de voorzitter van het "Agence wallonne des télécommunications" (Waals Telecommunicatieagentschap) en een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën die bij het Waalse Gewest geaccrediteerd is.

Het directiecomité kan andere deskundigen op het coördinatiecomité uitnodigen om de rol van deskundige zoals bepaald in artikel 8 bis, § 1, vierde lid, van de statuten, op zich te nemen.

PERSONEEL

Art. 10. Op de voordracht van de raad van bestuur stelt de regering personeelsleden uit zijn diensten waarvan het profiel aan de in te vullen ambten beantwoordt, ter beschikking bij toepassing van de regels inzake de opdrachten.

De vennootschap kan eveneens contractueel personeel in dienst nemen om :

1° aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel te voldoen ongeacht of het de implementering van in de tijd beperkte acties of een buitengewone werklasterhoging betreft;

2° taken uit te voeren die een hooggekwalificeerde kennis en ervaring vereisen;

3° hulp- en specifieke taken uit te voeren;

4° taken uit te voeren die bijzondere kennis of een brede ervaring van hoog niveau vereisen die pertinent zijn voor de uit te voeren taken.

INKOMSTEN

Art. 11. § 1. De inkomsten van de vennootschap bestaan uit :

1° alle eigen inkomsten uit de activiteit van de vennootschap, meer bepaald de inkomsten voortvloeiend uit de bepalingen van artikel 8bis van het decreet van 10 maart 1994 zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 1999;

2° de opbrengst van de financiële verrichtingen bedoeld in artikel 3 van hetzelfde decreet.

§ 2. De vennootschap int ontvangsten als tegenprestatie voor het verlenen van toegang tot de verkeerswegen die zij gefinancierd heeft en tot de kunstwerken die daarmee verbonden zijn, en het recht om ze te gebruiken.

Het bedrag van de inkomsten bedoeld in § 2, eerste lid, wordt bepaald door de raad van bestuur van de vennootschap in functie van elk criterium van economische aard vastgesteld volgens de aard van de aan de vennootschap toevertrouwde infrastructures, meer bepaald de verkeersdrukte, de categorie van het gebruikte vervoersmiddel en de afgelegde afstand. Die beslissing wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse regering.

Die kan beslissen dat voornoemde rechten geïnd worden in de vorm van tolrechten ten laste van het Gewest voor rekening van de gebruikers. In dat geval wordt de wijze van inning van de tolrechten bepaald door een overeenkomst, gesloten tussen de regering en de vennootschap.

ALGEMENE VERGADERING

Art. 12. De algemene vergadering bestaat uit het geheel van de houders van effecten van de B-categorie.

Zij vergadert jaarlijks tussen 1 maart en 30 april om de jaarrekeningen goed te keuren. Zij vergadert daarnaast zodra de statuten gewijzigd dienen te worden.

Zij wordt door de voorzitter van de raad van bestuur minstens vijftien dagen op voorhand bij aangetekend schrijven bijeengeroepen.

De oproepingen bevatten de agenda.

Elk B-effect geeft recht op één stem.

De houders van effecten kunnen zich laten vertegenwoordigen door een volmachtdrager.

De beslissingen worden bij meerderheid van drie vierde van de uitgebrachte stemmen getroffen.

De beslissingen betreffende de statuutswijzigingen treden pas in werking na goedkeuring ervan bij regeringsbesluit.

TOEZICHT

Art. 13. De vennootschap wordt onderworpen aan de controlebevoegdheid van de regering. Die controle wordt uitgeoefend door twee regeringscommissarissen die door laatstgenoemde benoemd en ontslagen worden.

Er wordt een commissaris aangesteld op de voordracht van de minister van Begroting, een tweede op de voordracht van de minister van Openbare Werken.

De regeringscommissarissen waken over de inachtneming van de vigerende regelgeving, van het beheerscontract en het algemeen en gewestelijk belang.

Zij nemen aan de vergaderingen van de raad van bestuur deel met raadgevende stem.

Zij kunnen binnen een termijn van vier volle dagen een beroep indienen bij de regering tegen elke beslissing die zij strijdig achten met de regelgeving en met het beheerscontract en met de inachtneming van het gewestelijk en het algemeen belang.

Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is getroffen voor zover de commissarissen regelmatig daartoe zijn opgeroepen of vanaf de dag waarop ze daarvan kennis hebben genomen.

Het beroep is opschortend.

Indien binnen een termijn van één maand van het beroep de regering zich niet heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief. De commissarissen kunnen te allen tijde ter plaatse kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en over het algemeen alle stukken en geschriften van de vennootschap.

Zij kunnen van alle bestuurders, personeelsleden en beambten alle uitleg en inlichtingen eisen en alle verificaties uitvoeren die hen nodig lijken voor de uitvoering van hun mandaat.

Zij kunnen elk vraagstuk in verband met de naleving van het decreet houdende oprichting van de vennootschap, diens statuten, de verplichtingen voor de openbare bestuurders krachtens hun statuut, het decreet betreffende het beheerscontract of het beheerscontract op de agenda van de raad van bestuur laten plaatsen.

Zij kunnen van het directiecomité elke inlichting en informatie verkrijgen, zich elk document laten overmaken, elk lid van het directiecomité of elk personeelslid ondervragen.

Zij kunnen elk agendapunt te berde brengen.

De regering stelt de emolumenten van de commissarissen en de voorwaarden voor de terugbetaling hunner kosten vast.

CONTROLE

Art. 14. § 1. De controle over de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid ten opzichte van de regelgeving en de statuten, de verrichtingen die in de jaarrekeningen vast te stellen zijn, wordt toevertrouwd aan een college van commissarissen-revisoren die twee door de regering aangewezen leden zal omvatten, waaronder minstens één uitgekozen zal worden onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen met betrekking tot de commissarissen zijn van toepassing op de leden van het college. Hun verslag naast hun eventuele opmerkingen omvat meer bepaald een specifiek deel betreffende de controle van de verrichtingen van de markten.

Het verslag wordt medegedeeld aan de raad van bestuur en aan de regering.

§ 2. De commissarissen-revisoren worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Zij kunnen in de loop van hun mandaat enkel wegens gegronde redenen ontslagen worden.

De regering stelt de emolumenten van de commissarissen-revisoren vast, alsook de voorwaarden voor de terugbetaling hunner kosten.

BOEKHOUDING EN JAARREKENINGEN

Art. 15. De vennootschap is onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 inzake de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen. Zij stelt haar boekhouding per kalenderjaar op en voegt er een commentaar bij.

Het maatschappelijk jaar begint op 1 januari en wordt op 31 december van elk jaar afgesloten, met uitzondering van het eerste werkjaar dat die dag begint en afgesloten wordt per 31 december 1995.

De vennootschap verricht de controle over de verbintenissen ten gevolge van de overheidopdrachten van aanneming van werken, leveringen en diensten die gesloten zijn in het raam van de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel.

Zij stel eveneens een beheersverslag op dat alle informatie bedoeld in artikel 77, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bevat en in artikel 20 van het decreet betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking.

De raad van bestuur deelt de jaarrekeningen samen met het beheersverslag en het verslag van de regeringscommissarissen mee aan de regering voor 30 april van het jaar volgend op het betrokken werkjaar, goedgekeurd door de algemene vergadering.

De regering maakt de jaarrekeningen samen met het beheersverslag en het verslag van de commissarissen aan het Rekenhof over uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het betrokken werkjaar.

BESTEMMING VAN DE RESULTATEN

Art. 16. Het batig overschot van de resultatenrekening, na aftrek van de algemene kosten, sociale lasten en aflossingen, voortvloeiend uit de balans goedgekeurd door de regering, vormt de netto jaarwinst. Op die winst wordt er eerst 5 % voor de wettelijke reserve ingehouden. Die inhouding houdt op verplicht te zijn indien de reservefondsen het tiende van het maatschappelijk kapitaal bereiken, de categorieën A en B samengeteld. Hij dient te worden hervat indien de wettelijke reserve aangesproken wordt. Het overblijvend saldo krijgt op voorstel van de raad van bestuur de bestemming die door de regering beslist wordt, die zich eveneens uitspreekt over de kwijting te geven aan de bestuurders. Bij winstverdeling wordt aan elke maatschappelijk en elk winstdeelbewijs eenzelfde bruto bedrag toegewezen in verhouding tot de volstorting van die deelbewijzen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 17 juni 2004 tot goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (SOFICO).

Namen, 17 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN